



Acet égard, l'assemblée générale des nations unies a proclamé les années 2001-2010 « *décennie internationale de la promotion d'une culture de la non violence et de la paix* » et « *invite les États membres de prendre les mesures nécessaires pour qu'elle soit enseignée à tous les niveaux de leurs sociétés respectives, y compris dans les établissements d'enseignement* ».

Un climat sous tension

Face à une banalisation certaine de la violence verbale ou physique entre élèves, voire à l'égard des enseignants, il semble à présent incontournable de traiter ce problème récurrent et d'envisager des remédiations possibles. En outre, toutes les enquêtes montrent que les enseignants passent de plus en plus de temps dans le cadre de leurs cours à « faire la police ». Dès lors, si l'école est, bien entendu, loin d'être la seule à devoir lutter activement contre ces incivilités, elle doit, en tant que microcosme et miroir de la société, jouer son rôle éducatif et constitue un lieu incontournable d'apprentissage de la démocratie.

Reste à savoir de quelle manière et selon quelles modalités une éducation à la non violence et à la paix peut s'envisager à l'école.

Des contenus axés sur la non violence

Tout d'abord, il semble indispensable de proposer aux élèves des contenus spécifiques relatifs à une culture de la non violence, de la démocratie avec ses implications pratiques. Il s'agit au préalable de développer l'apprentissage de l'histoire, des fondements philosophiques de la non violence active et de leur efficacité démontrée.

Des figures emblématiques comme GANDHI ou Martin LUTHER KING sont la preuve manifeste de l'efficacité du recours à la non violence plutôt qu'appliquer la logique du « *œil pour œil, dent pour dent* ».

Il faudrait également trouver une place pour développer l'expression des sentiments des élèves, de leur ressenti, afin de mettre des mots sur des maux. Ces temps de parole et d'écoute accordés aux élèves sont le meilleur rempart à la violence.

De façon corollaire il semble primordial de mettre en relation la citoyenneté de façon théorique et pratique. En effet, non seulement il faut intérioriser la nécessité pour vivre ensemble de la loi et de son élaboration démocratique, mais également l'appliquer in situ, en sports collectifs par exemple.

En outre, il faut qu'un élève soit sensibilisé aux mécanismes des conflits et à la prise en compte de ses causes pour apprendre à les gérer et pourquoi pas à devenir médiateur dans ces situations de conflits.

Une formation en phase avec cet enjeu

Ensuite, il faudrait intégrer dans la formation initiale et continue de tous les personnels de la communauté éducative une sensibilisation et un apprentissage de la gestion des conflits et de l'écoute active des élèves. Il ne faudrait plus restreindre le rôle d'enseignant à sa seule transmission disciplinaire mais tendre vers une prise en compte plus importante des difficultés familiales et sociales que traverse l'élève ne serait-ce qu'à travers l'écoute.

Bon nombre de blocages scolaires résulte d'un manque de communication et de relations avec les autres

De même, la mise en place d'une éducation à la non violence et à la gestion des conflits repose sur le passage d'une pédagogie frontale et magistrale vers une pédagogie plus active et coopérative afin de mettre l'élève dans un rapport de confiance.

Par ailleurs, l'attitude de l'enseignant et des assistants d'éducation à l'égard des élèves est primordiale et fait oeuvre de modèle ; certaines paroles, sous le coup de la colère, sont susceptibles de blesser les élèves et par effet boomerang de déclencher des réactions violentes.

Comment la graver dans le marbre ?

Enfin, il faut prévoir les modalités d'organisation de cette éducation à la non violence et à la paix à l'école. La perspective d'envisager cet enseignement comme une matière à part entière semble stérile du fait d'une surcharge horaire pour les élèves et d'un manque de continuité éducative.

Pour mobiliser un maximum d'enseignants et s'avérer efficace, il faudrait que l'éducation à la non violence, en tant que valeur commune, transcende l'ensemble des disciplines.

Celle-ci doit s'inscrire dans le socle commun des connaissances (« volonté de résoudre pacifiquement les conflits ») et doit pouvoir faire l'objet d'une

évaluation dont le chef d'orchestre serait le professeur principal.

L'heure de vie de classe ou plutôt « heure du mieux vivre ensemble » pourrait être consacrée à cela de façon complémentaire à l'ensemble des cours.

Parallèlement à ce dispositif, une cellule d'écoute hebdomadaire assurée par un professionnel devrait voir le jour dans chaque établissement scolaire afin de permettre aux élèves de « *vider leur sac* ».

Face au problème des incivilités croissantes, il serait grand temps de prendre à bras le corps une réelle éducation à la paix à tous les niveaux de la société.

Un encrage plus global

En premier lieu, pourquoi ne pas s'inspirer de l'expérience suédoise et créer un institut universitaire de la paix afin de voir comment endiguer ce phénomène.

Cet enseignement transversal pourra se raccorder au service civique tant en vogue à l'heure actuelle puisqu'un des enjeux centraux de ce dernier sera de vivre de façon concrète la solidarité et l'aide aux personnes les plus en difficulté.

Toutefois, plusieurs conditions doivent être réunies pour faire face aux incivilités à l'école : d'une part, il faudrait une sollicitation plus importante à l'égard des parents et d'autre part, une sensibilisation plus importante par rapport à une

éducation à la paix pour que ce soit l'affaire de tous et que ce travail de longue haleine perdure. Que peut-on faire face à, une éducation dans certaines familles, basée sur la loi du plus fort et de la vengeance ?

D'autre part, il faudrait une stabilisation des équipes éducatives, tant au niveau de la vie scolaire que des enseignants, pour que les élèves aient un référent stable à qui se confier et pour implanter une réelle dynamique transversale d'éducation à la non violence.

Encore faudrait-il mettre l'accent sur la prévention et l'éducation avant de miser sur une répression canalisatrice de conduites à risques.

Au lieu de considérer l'école comme un sanctuaire déconnecté de toutes les difficultés que traverse la société, il faut oser dire haut et fort que toute la communauté éducative doit ériger au centre des priorités une éducation à la non violence et à la paix sans laquelle aucune instruction et transmission de connaissance ne s'avère fructueuse et réalisable.

Etienne Sauvage
Secrétaire académique
« Jeunes Enseignants »

